

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Marc-Jean Ghysseles, *Bourgmestre-Président* ;
Jean-Claude Englebert, Ahmed Quartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, *Échevin(e)s* ;
Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Abdelkader Zrouri, *Conseillers communaux* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale*.

Excusés

Mariam El Hamidine, *Échevin(e)* ;
Corinne De Permentier, Mohammed Sebbahi, Abdelmalek Talhi, Dominique Goldberg, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.18

#Objet : Motion : Forest, une Commune Hospitalière- report du 20/03/2018#

Séance publique

ORGANISATION

Affaires générales

Motion : Forest, une Commune Hospitalière.

Le Conseil Communal de Forest,

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ...)

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951, vu les engagements de la Belgique pris en matière de relocalisations et de réinstallations ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels ;

Vu l'article 1 de la Loi Organique des centres publics d'action sociale, garantissant à chacun d'avoir droit à l'aide sociale, leur permettant de mener une vie conforme à la dignité humaine ;

Considérant la multiplication des crises politiques et socio-économiques et la prolongation des conflits amenant des femmes, des hommes et des enfants à prendre des routes migratoires de plus en plus dangereuses, parfois au péril de leurs vies ;

Considérant que les migrations ont forgé le monde et continueront de le faire, qu'elles soient choisies ou forcées - ou comme c'est souvent le cas - un peu des deux, que les migrations peuvent constituer une chance et un potentiel pour nos sociétés.

Considérant que l'accueil des migrants n'est pas le seul fait des compétences fédérales, que le vivre ensemble relève aussi de l'échelon le plus proche des citoyens que constitue la commune, que c'est à cet échelon que la convivialité et la rencontre peuvent se construire entre tous les citoyens d'une commune, que les communes peuvent aussi faire la différence en prônant l'hospitalité au niveau local ;

Considérant la nécessité de tenir compte, dans toutes les initiatives, du statut de victime en situation précaire des personnes concernées ;

Considérant que les communes – même dans un cadre restreint – ont une marge de manœuvre pour permettre aux migrants d’être mieux accueillis et soutenus, quel que soit leur statut ;

Considérant que les institutions communales sont le premier échelon vers lequel les citoyens se tournent, que la confiance tant dans la police que dans les services administratifs est fondamentale pour le bien vivre ensemble ;

Considérant, qu’à cet égard, le Collège des Bourgmestre et Echevins, le CPAS de Forest et le réseau associatif local ont déjà pris une série d’initiatives visant à mettre en place des conditions d’accueil conformes à la dignité humaine, notamment :

- en organisant une formation au droit des étrangers pour le personnel communal en contact avec le public ;
- en mettant en place une cellule spécialisée en droit des étrangers, un juriste actuellement ;
- en soutenant les initiatives citoyennes via les subsides FIPI et cohésion sociale ;
- en proposant l’accompagnement d’un traducteur du SETIS pour les migrants ne maîtrisant pas une des langues nationales dans les contacts avec l’administration ;
- en ayant créé 8 places d’accueil de MENA reconnus, en lien avec le secteur associatif ;
- en soutenant des projets d’occupation collective comme dans l’ancienne bibliothèque communale ou dans l’ancien internat.

Considérant qu’un meilleur accueil peut faire la différence dans le parcours d’intégration des migrants en leur donnant toutes les chances et leur permettant de faire partie intégrante de la vie locale ;

Considérant la circulaire dite « SEFOR » du 10 juin 2011 relative aux compétences du Bourgmestre dans le cadre de l’éloignement d’un ressortissant d’un pays tiers (M.B. du 16 juin 2011) ;

PREND la résolution ferme de respecter les droits fondamentaux des migrants présents sur leur territoire ;

S’ENGAGE à des actions concrètes visant à :

- **SENSIBILISER** la population sur les migrations et l’accueil de l’autre en:
 - renforçant la sensibilisation des élèves des écoles communales, des organisations de jeunesse et des groupes actifs sur la commune ;
 - poursuivant la sensibilisation des fonctionnaires du service population, les agents de quartier aux droits des étrangers, à la diversité et au respect de l’autre ;
 - poursuivant le soutien des initiatives citoyennes, des bénévoles souhaitant venir en aide aux étrangers et primo-arrivants de la commune ;
 - organisant et soutenant des rencontres interculturelles et des moments visant à la déconstruction des préjugés à l’attention de tous les résidents de la commune (Belges, Européens, étrangers avec ou sans papiers);
 - promouvant la diversité culturelle présente sur la commune et la rencontre entre les populations ;
 - informant les entreprises locales sur les droits des migrants et leur accès au marché du travail ;
 - sensibilisant les propriétaires des biens immobiliers au respect de la législation en matière de discrimination au logement ;
 - encourageant un climat de respect mutuel, de confiance et de convivialité dans la commune ;

- **AMELIORER** l’accueil et le séjour des migrants, des réfugiés, des demandeurs d’asile et des sans-papiers

en :

- assurant un accueil administratif de qualité des étrangers résidant dans la commune et des nouveaux arrivants ;
 - maintenant la gratuité des documents administratifs et attestations telles que la composition de ménage, ... Mettre en œuvre la gratuité de ces documents sur internet (si ce n'est pas déjà le cas) et au guichet, par exemple pour tous les primo-arrivants, demandeurs d'asiles, allocataires sociaux et personnes sans revenus ;
 - améliorant l'accès aux informations concernant les services communaux ;
 - informant les personnes migrantes de l'offre existante pour les traductions et l'interprétariat, et améliorant cette offre si nécessaire ;
 - facilitant l'inscription de tous (tarifs préférentiels), y compris des sans-papiers, aux activités culturelles ou sportives : création d'un PASS communal distribué par le CPAS ou les associations qui permettent d'accéder aux bibliothèques, écoles de devoirs, clubs sportifs et de loisirs de la commune en général ;
 - ouvrant aux sans – papiers âgés notamment les centre de jour, les clubs de séniors;
 - informant les personnes migrantes de cette offre ainsi que de l'accès aux tarifs préférentiels qui leur sont accordés ;
- **ORGANISER** des moments d'information sur les services et les aides organisés dans la communes à l'attention de tous les résidents (Belges, Européens, étrangers avec ou sans papiers) ;
- **COMMUNIQUER** une information correcte et spontanée sur les procédures de séjour, de mariage/cohabitation légale, d'accès à la nationalité et sur les services existants au sein de la commune et s'assurer que les étrangers comprennent les procédures ;
- **VEILLER** au respect des délais légaux fixés (enquêtes de résidence, inscriptions au sein de la commune, transmission des dossiers aux autres administrations entre autres l'Office des étrangers et aux régions, délivrance des accusés de réception et annexes, renouvellement des titres de séjour,...) ;
- **RESPECTER** les compétences communales et ne pas exiger de conditions supplémentaires non prévues par la loi (par exemple le certificat de coutume en cas de mariage, ...) ;
- **ETRE VIGILANT** dans les procédures de radiation et faciliter la procédure de réinscription par la commune ;
- **RESPECTER** le droit à la vie privée et familiale lors de l'enregistrement des déclarations de mariage, cohabitation et de reconnaissance de paternité ;
- **SOUTENIR** l'intégration des migrants en :
- systématisant l'orientation vers les cours de FLE (Français Langue Etrangère) ;
 - donnant une information complète sur les parcours d'intégration ;
 - suscitant et soutenant l'intégration socio-professionnelle des migrants via les services du CPAS en les

orientant vers les organismes régionaux compétents et vers la Maison de l'Emploi ;

- soutenant des initiatives d'accès au logement digne quelle que soit la situation de séjour ;
- délivrant une information de qualité concernant l'accès à la nationalité belge ;

- **POURSUIVRE** toutes les initiatives prises dans le cadre des Initiatives Locales d'Accueil pour MENA, à savoir :

- favoriser les rencontres entre les habitants et les résidents des ILA ;
- organiser des séances d'information entre habitants et résidents des ILA ;
- susciter les initiatives de solidarité de la population locale vers les résidents des centres ;
- informer la population locale de la possibilité de devenir tuteur pour les MENA ;

- **FAVORISER** l'intégration scolaire des enfants réfugiés et des MENA en :

- prenant en charge les frais scolaires obligatoires (frais d'inscriptions, fourniture scolaire nécessaire...) ;
- mettant en place le dispositif 'Daspa' (Décret du 18/05/2012, dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française) ;
- facilitant l'accueil des primo-arrivants par les Centres psycho- médico-sociaux ;
- permettant aux jeunes scolarisés sans papiers qui atteignent l'âge de 18 ans en cours de scolarité secondaire de terminer le cycle entamé et de voir leurs diplômes homologués ;
- relayant aux écoles de promotion sociale des communes voisines (Uccle) ;

- **RESPECTER** les droits fondamentaux des personnes sans papiers dans les domaines suivants :

1. LOGEMENT

- chercher par tous les moyens possibles une alternative de logement pour les occupants;
- ne pas discriminer les personnes sans-papiers dans l'accès aux hébergements d'urgence y compris aux personnes sans papiers et aux familles ;
- soutenir les éventuelles initiatives d'hébergement (de personnes sans papiers et avec papiers présentes sur le territoire communal); ou, le cas échéant, trouver une alternative de logement de moyen à long terme pour les occupants;
- utiliser les dispositifs existants en matière de lutte contre les logements vides (droit de réquisition et droit de gestion publique) ;

2. INFORMATION

- délivrer une information claire et précise concernant leurs droits (Aide Médicale Urgente, demande de régularisation, scolarité des enfants, aide juridique, mariage, ...) ;

3. SANTE & SCOLARITE

- faciliter et renforcer l'accès à l'aide médicale urgente de qualité (entre autres le remboursement de soins dentaires, uniformiser l'accès à la carte médicale urgente pour les sans-papiers n'ayant pas de domicile fixe sur base de la procédure existante pour les sans-abris....) ;
- favoriser l'inscription des sans papiers dans les écoles de promotion sociale, les bibliothèques, les centres sportifs, les activités scolaires et extra-scolaires de la commune ;
- permettre aux jeunes scolarisés sans papiers qui atteignent l'âge de 18 ans en cours de scolarité secondaire de terminer le cycle entamé et de voir leurs diplômes homologués ;

4. ARRESTATION

- préciser les motifs de convocation dans les courriers adressés par les communes aux sans papiers, comme le rappelle l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme prononcé dans son arrêt Conka contre la Belgique en 2002 ;
- faire respecter l'article 15 de la Constitution qui stipule le principe d'inviolabilité du domicile en ne procédant à aucune arrestation sans mandat du juge au domicile d'une personne sans-papier, éviter d'utiliser des procédés comme des ruses qui viseraient à contourner le principe fondamental de l'inviolabilité du domicile ;
- adresser au niveau fédéral une opposition claire de la commune quant à son projet de loi sur les visites domiciliaires. Conformément à la motion du conseil communal du 31 janvier 2018 sur les visites domiciliaires, toujours privilégier le principe fondamental d'inviolabilité du domicile ;
- faire primer le statut des victimes lors d'une plainte déposée par une personne sans-papier par exemple des patrons abuseurs, des violences conjugales, des menaces, etc. permettant ainsi de construire une police de proximité dans laquelle tout citoyen a confiance pour dénoncer des infractions commises;
- ne pas fonder les opérations de contrôle d'identité sur la base d'un profilage ethnique;

Le bourgmestre de Forest, en tant que membre du collège de police de la Zone Midi, soutient une approche humaine et respectueuse de la personne dans l'application des lois et des règlements.

- **REFUSER** tout repli sur soi, les amalgames et propos discriminatoires qui font des migrants des 'boucs émissaires' et enferment des milliers de personnes dans des zones de non-droit ;
- **DEMANDER** aux autorités belges compétentes de remplir pleinement leurs obligations européennes en matière de relocalisation et de réinstallation des réfugiés ;
- **SE DECLARE** solidaire des communes en Europe ou ailleurs confrontées à un accueil important de réfugiés ;
- **MARQUER** notre ferme opposition à toute forme de politiques migratoires qui entraînent des violences et des violations des droits humains des personnes migrantes ;

- **SOUTENIR** les citoyens qui hébergent des sans-papiers et des migrants ;

- **ORGANISER** avec les citoyen.ne.s forestois.e.s une rencontre chaque année sur l'application des engagements présentés dans la motion.

Pour toutes ces raisons, la Commune de Forest se déclare Commune Hospitalière.

32 votants : 24 votes positifs, 8 abstentions.

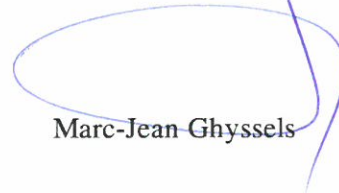
Par le Collège :
La Secrétaire,



Betty Moens



Le Bourgmestre,



Marc-Jean Ghysels

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VORST**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Marc-Jean Ghysseles, *Burgemeester-Voorzitter* ;
Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Pèrè, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, *Schepenen* ;
Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Abdelkader Zrouri, *Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Mariam El Hamidine, *Schepen* ;
Corinne De Permentier, Mohammed Sebbahi, Abdelmalek Talhi, Dominique Goldberg, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.18

#Onderwerp : Motie: Vorst, een Gastvrije Gemeente- uitstel van 20/03/2018#

Openbare zitting

ORGANISATIE

Algemene zaken

Motie: Vorst, een Gastvrije Gemeente

De Gemeenteraad van Vorst,

Gelet op de Europese en Europese en internationale verbintenissen van België voor de eerbiediging van de fundamentele rechten van de mens en in het bijzonder de kwetsbaarste personen (Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, ...);

Gelet op de verbintenissen van België op het vlak van de bescherming van vluchtelingen in het kader van de Conventie van Genève van 1951, gelet op de verbintenissen van België op het vlak van herplaatsingen en hervestigingen;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet, dat ieder het recht garandeert een menswaardig leven te leiden en economische, sociale en culturele rechten te genieten;

Gelet op artikel I van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat ieder het recht garandeert op maatschappelijke hulp die hun in staat stelt een menswaardig leven te leiden;

Overwegende de vermenigvuldiging van politieke en socio-economische crises en de aanhoudende conflicten die vrouwen, mannen en kinderen ertoe brengen steeds gevaarlijke migratiewegen te kiezen, soms met gevaar voor eigen leven;

Overwegende dat migratie de wereld heeft vormgegeven en dit zal blijven doen, of ze nu gekozen of gedwongen is of - zoals vaak het geval is - allebei een beetje, dat migratie een kans en een potentieel voor onze samenlevingen kan vormen;

Overwegende dat de opvang van migranten niet enkel een federale bevoegdheid is, dat samenleven ook onder de verantwoordelijkheid van de gemeente, het niveau dat het dichtst bij de burger staat, valt, dat het op dit niveau is dat gezelligheid en ontmoetingen tussen alle burgers van een gemeente kunnen worden opgebouwd, dat de gemeenten ook het verschil kunnen maken door gastvrijheid op het lokale niveau uit te

dragen;

Overwegende de noodzaak rekening te houden, bij alle initiatieven, van het statuut als slachtoffer in een precaire situatie van de betrokken personen;

Overwegende dat de gemeenten – zelfs in een beperkt kader – over een manoeuvreerruimte beschikken om de migranten in staat te stellen beter te worden opgevangen en ondersteund, ongeacht hun statuut;

Overwegende dat de gemeentelijke instellingen het eerste niveau zijn waar de burgers zich toe richten, dat het vertrouwen in zowel de politie als in de administratieve diensten fundamenteel is voor het samenleven;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, het OCMW van Vorst en het plaatselijke verenigingsleven al een reeks initiatieven in dit verband hebben genomen met het oog op het instellen van menswaardige opvangvoorwaarden, in het bijzonder:

- door een vorming rond vreemdelingenrecht te organiseren voor het gemeentepersoneel dat in contact staat met het publiek;
- door een cel in te richten die gespecialiseerd is in vreemdelingenrecht, op dit ogenblik een juriste;
- door de burgerinitiatieven te ondersteunen via de IFMB- en socialecohesiesubsidies;
- door migranten die geen van de landstalen beheersen de begeleiding van een vertaler van SeTIS aan te bieden bij contacten met het bestuur;
- door 8 opvangplaatsen voor erkende niet-begeleide minderjarigen te creëren, samen met de verenigingssector;
- door collectieve woonprojecten te organiseren, zoals in de voormalige gemeentebibliotheek of in het voormalige internaat;

Overwegende dat een betere opvang het verschil kan maken in het integratieparcours van de migranten door ze alle kansen te geven en hun in staat te stellen integraal deel uit te maken van het plaatselijke leven;

Overwegende de zogenaamde Sefor-omzendbrief van 10 juni 2011 betreffende de bevoegdheden van de burgemeester in het kader van de verwijdering van een onderdaan van een derde land (B.S. van 16 juni 2011);

NEEMT het vaste voornemen aan om de fundamentele rechten van de aanwezige migranten op haar grondgebied te eerbiedigen;

VERBINDT ZICH tot concrete acties om:

- de bevolking te **SENSIBILISEREN** rond migratie en de ontvangst van de ander door:
- de sensibilisering van de leerlingen van de gemeentescholen, van de jongerenorganisaties en van de in de gemeente actieve groepen te versterken;
- de sensibilisering van de ambtenaren van de bevolkingsdienst en de wijkagenten rond de rechten van vreemdelingen, diversiteit en eerbied voor de ander voort te zetten;
- de ondersteuning van de burgerinitiatieven en de vrijwilligers die de vreemdelingen en nieuwkomers van de gemeente willen helpen, voort te zetten;
- interculturele ontmoetingen en ogenblikken bedoeld om vooroordelen te doorbreken te organiseren en te ondersteunen ter attentie van alle bewoners van de gemeente (Belgen, Europeanen, vreemdelingen met of zonder papieren);
- de culturele diversiteit die in de gemeente aanwezig is en de ontmoetingen tussen de bevolkingsgroepen aan te moedigen;
- de plaatselijke ondernemingen te informeren over de rechten van migranten en hun toegang tot de arbeidsmarkt;
- de eigenaars van vastgoed te sensibiliseren rond de naleving van de wetgeving in verband met

discriminatie op de huisvestingsmarkt;

- door een klimaat van wederzijds respect, vertrouwen en gezelligheid in de gemeente aan te moedigen;

- de opvang en het verblijf van migranten, vluchtelingen, asielzoekers en mensen zonder papieren te **VERBETEREN** door:

- een kwaliteitsvolle administratieve opvang van de vreemdelingen die in de gemeente wonen en de nieuwkomers te verzekeren;
- de kosteloosheid van de administratieve documenten en attesten, zoals gezinssamenstelling, ... te handhaven;
- de kosteloosheid van deze documenten via het internet (indien dit niet reeds het geval was) en aan het loket te bewerkstelligen, bijvoorbeeld voor de nieuwkomers, asielzoekers, uitkeringsgerechtigden en personen zonder inkomen;
- de toegang tot de inlichtingen met betrekking tot de gemeentediensten te verbeteren;
- de migranten op de hoogte te brengen van het bestaande aanbod voor vertalingen en tolkdiensten en dit aanbod indien nodig te verbeteren;
- de inschrijving voor culturele en sportieve activiteiten van iedereen (voorkeurstarief) te vergemakkelijken, met inbegrip van mensen zonder papieren: creatie van een gemeentelijke pas, verdeeld door het OCMW of de verenigingen, die de toegang tot bibliotheken, huiswerkscholen, sportclubs en vrijetijdsclubs van de gemeente in het algemeen mogelijk maakt;
- voor bejaarde mensen zonder papieren onder meer het dagverblijf en de seniorenclub open te stellen;
- de migranten van dit aanbod op de hoogte te stellen evenals van de voorkeurstarieven die hun worden toegekend;

- informatiemomenten te **ORGANISEREN** over de diensten en hulp georganiseerd door de gemeenten ter attentie van alle inwoners (Belgen, Europeanen, vreemdelingen met of zonder papieren);

- correct en spontaan te **COMMUNICEREN** over de procedures inzake verblijf, huwelijk/wettelijk samenwonen, het verkrijgen van het staatsburgerschap, over de bestaande diensten in de gemeente en zich ervan te vergewissen dat de vreemdelingen de procedures begrijpen;

- **TOE** te **ZIEN** op de naleving van de vastgelegde wettelijke termijnen (woonstcontroles, inschrijvingen bij de gemeente, overdracht van de dossiers aan de andere besturen zoals de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewesten, aflevering van ontvangstbewijzen en bijlagen, vernieuwing van verblijfsvergunningen, ...);

- de gemeentelijke bevoegdheden **NA** te **LEVEN** en geen bijkomende voorwaarden te eisen die niet door de wet worden voorzien (bijvoorbeeld het wetscertificaat in het geval van huwelijk ...)

- **WAAKZAAM** te zijn bij schrappingsprocedures en de procedures van herinschrijving door de gemeente te vergemakkelijken;

- het recht op een privéleven en een gezinsleven te **EERBIEDIGEN** bij het registreren van huwelijksaangiften, wettelijk samenwonen en erkenning van vaderschap;

- de integratie van migranten te **ONDERSTEUNEN** door:

- systematisch te oriënteren naar de lessen Frans als tweede taal;
- volledige informatie te verlenen over de integratieparcours;
- de socioprofessionele integratie van de migranten aan te zwengelen en te ondersteunen via de diensten van het OCMW en ze te oriënteren naar de bevoegde gewestelijke instanties en naar het Jobhuis;
- initiatieven voor de toegang tot degelijke huisvesting te ondersteunen, ongeacht de verblijfssituatie;
- kwaliteitsvolle informatie te bezorgen betreffende het verkrijgen van het Belgische staatsburgerschap;

- alle initiatieven **VOORT** te **ZETTEN** die werden genomen in het kader van de lokale opvanginitiatieven (LOI's) voor niet-begeleide minderjarigen, namelijk:

- de ontmoetingen tussen de inwoners en de bewoners van de LOI's bevorderen;
- informatiesessies tussen de inwoners en de bewoners van de LOI's organiseren;
- solidariteitsinitiatieven van de plaatselijke bevolking voor de bewoners van de centra aanzwengelen;
- de plaatselijke bevolking informeren over de mogelijkheid voorged van een niet-begeleide minderjarige te worden;

- de schoolintegratie van de kindvluchtelingen en de niet-begeleide minderjarigen te **BEVORDEREN** door:

- de verplichte schoolkosten ten laste te nemen (inschrijvingskosten, schoolbenodigdheden ...);
- het "DASPA"-systeem in te stellen (Decreet van 18/05/2012, stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs);
- de opvang van nieuwkomers door de Centra voor Leerlingenbegeleiding te vergemakkelijken;
- de schoolgaande jongeren die de leeftijd van 18 jaar bereiken terwijl ze secundair onderwijs volgen in staat te stellen de aangevatte cyclus af te ronden en hun diploma's gehomologeerd te zien;
- door te verwijzen naar het volwassenenonderwijs (Ukkel);

- de fundamentele rechten van mensen zonder papieren in de volgende domeinen te **EERBIEDIGEN**:

1. HUISVESTING

- via alle mogelijke middelen alternatieve huisvesting zoeken voor de bewoners;
- mensen zonder papieren niet discrimineren bij de toegang tot noodwoningen, met inbegrip van mensen zonder papieren en gezinnen;
- de eventuele huisvestingsinitiatieven (van mensen zonder en met papieren) op het grondgebied van de gemeente ondersteunen of, in voorkomend geval, voor de bewoners een alternatieve woonst

zoeken op middellange tot lange termijn;

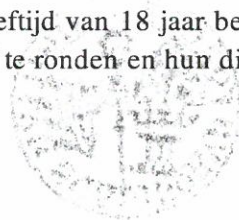
- de bestaande voorzieningen op het vlak van strijd tegen leegstand (vorderingsrecht en openbaar beheersrecht) gebruiken;

2. INFORMATIE

- duidelijke en precieze informatie bezorgen over hun rechten (dringende medische hulp, regularisatieaanvraag, leerplicht van de kinderen, juridische hulp, huwelijk, ...);

3. GEZONDHEID & LEERPLICHT

- de toegang tot kwaliteitsvolle dringende medische hulp vergemakkelijken en versterken (onder andere de terugbetaling van de tandverzorgingskosten, het uniformiseren van de toegang van de kaart voor dringende medische hulp voor mensen zonder papieren zonder vaste verblijfplaats op basis van de huidige procedure voor daklozen);
- de inschrijving van daklozen in het volwassenenonderwijs, bibliotheken, sportcentra, schoolactiviteiten en buitenschoolse activiteiten van de gemeente bevorderen;
- de schoolgaande jongeren die de leeftijd van 18 jaar bereiken terwijl ze secundair onderwijs volgen in staat stellen de aangevatte cyclus af te ronden en hun diploma's gehomologeerd te zien;



4. AANHOUDING

- de motieven voor oproeping in de brieven van de gemeenten aan mensen zonder papieren preciseren, zoals herhaald door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in zijn Conka-arrest tegen België in 2002;
- artikel 15 van de Grondwet, dat het beginsel van de onschendbaarheid van de woning vastlegt, naleven en niet overgaan tot aanhoudingen zonder gerechtelijk bevel op de domicilie van iemand zonder papieren, vermijden gebruik te maken van werkwijzen zoals listen die beogen het fundamentele beginsel van de onschendbaarheid van de woning te omzeilen;
- ten opzichte van het federale niveau duidelijk een verzet van de gemeente tegen diens wetsontwerp betreffende de woonstbetredingen richten. Conform de motie van de gemeenteraad van 31 januari 2018 betreffende de woonstbetreding, steeds voorrang geven aan het fundamentele beginsel van de onschendbaarheid van de woning;
- het slachtofferstatuut doen primeren bij ingediende klachten door een persoon zonder papieren, bijvoorbeeld misbruik makende werkgevers, huiselijk geweld, bedreigingen, enz. (en zo een nabijheidspolitie opbouwen waar elke burger vertrouwen in kan hebben om begane overtredingen bij te melden);
- geen identiteitscontrole verrichten op basis van etnische profilering;

Als lid van het politiecollege van Zone Zuid steunt de Burgemeester van Vorst een menselijke benadering, met eerbied voor de persoon, in toepassing van de wetten en reglementen.

- iedere terugplooiing op zichzelf te **VERWERPEN**, alsook amalgamen en discriminerende woorden die van

migranten “zondebokken” maken en duizenden personen rechteloos maken;

- van de bevoegde Belgische overheden te **VRAGEN** dat ze hun Europese verplichtingen inzake herplaatsing en hervestiging van vluchtelingen ten volle nakomen;
- **ZICH** solidair te **VERKLAREN** met de gemeenten in Europa en elders die met de opvang van een aanzienlijk aantal vluchtelingen worden geconfronteerd;
- zijn vaste tegenkanting te **UITEN** tegen iedere vorm van migratiebeleid die tot geweld en schendingen van de rechten van migranten leidt;
- de burgers die mensen zonder papieren en migranten herbergen te **STEUNEN**;
- jaarlijks een bijeenkomst met de Vorste burgers te **ORGANISEREN** aangaande de toepassing van de verbintenissen die in deze motie opgenomen zijn.

Om al deze redenen verklaart de Gemeente Vorst zich tot Gastvrije Gemeente.

32 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Vanwege het College :
De Secretaris,



Betty Moens



De Burgemeester,



Marc-Jean Ghysels